

## Droits de l'Homme et élection présidentielle

L'année 2016 a été une année « terrible » pour les droits de l'Homme dans le monde, et « très préoccupante » en France.

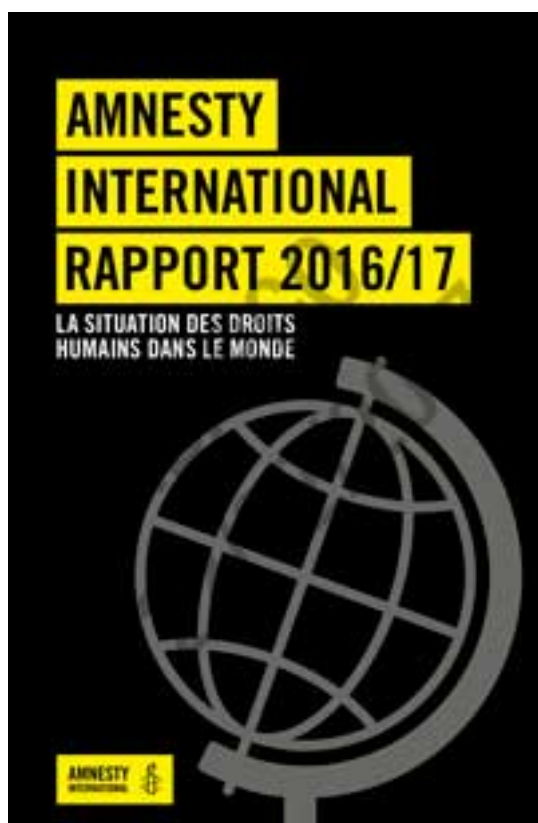
Le rapport annuel d'Amnesty International évoque les « marchands de peur » dans les affaires de la planète.

Ce n'est pas sans rapport avec les conditions de l'élection présidentielle...

Amnesty International a exceptionnellement choisi de présenter son rapport annuel à Paris.

Raison évoquée : l'association estime que le contexte pré-électoral en France « apporte un fort écho » à son analyse.

Elle s'alarme en particulier de la montée des discours politiques xénophobes et extrémistes.



Les discours de « *rejet des autres* » qui ont d'après elle « dominé » le débat politique, notamment en Europe et aux États-Unis, ont « alimenté » un « *recul mondial des droits humains* » qui risque de se confirmer en 2017, juge-t-elle. Amnesty ajoute qu'en 2016, « *l'utilisation cynique de ces discours*

***rejetant la faute sur les autres et distillant la peur et la haine a atteint des niveaux inégalés depuis les années 30 ».***

**« *Les discours clivants des marchands de peur sont devenus une force dangereuse dans les affaires de la planète* », souligne l'association citant notamment le président nord-américain Donald Trump, dont les propos sont particulièrement « emblématiques » de cette tendance.**

## **État d'urgence liberticide**

**En France, Amnesty déplore une année « extrêmement préoccupante » pour les droits humains et met l'accent sur la prolongation de l'état d'urgence décidé dans la foulée des attentats de 2015.**

**Une décision jugée « injustifiable » au regard du droit international, remettant « dangereusement » en cause des libertés essentielles.»**

***Le risque est que la France s'habitue à ce que des droits considérés comme acquis soient remis en cause* », s'inquiète l'association, qui s'interroge par ailleurs sur l'efficacité de ces mesures.**

**En effet, de fin 2015 à fin 2016, seules 0,3% des mesures liées à l'état d'urgence ont débouché sur une enquête judiciaire pour des faits de terrorisme.**

**Amnesty critique également la réponse « inadéquate » de la France en matière d'accueil des réfugiés et le « *climat de stigmatisation* » qui règne dans le pays, visant notamment les migrants et la population musulmane.**

**L'organisation de défense des droits de l'Homme a examiné les situations dans 159 pays.**

**Des crimes de guerre ont été perpétrés dans au moins 23 pays en 2016, et 36 pays ont renvoyé des réfugiés – « *boucs émissaires faciles* » - dans des pays où leurs droits étaient menacés.**

**José Fort  
avec le service de presse d'Amnesty**

